

Etude historique et documentaire

Site d'Argenteuil (95)

EQUINIX

Numéro du projet : 60726369
PAR-RAP-24-29321A

12 avril 2024

Informations de qualité

Préparé par

Vérifié par

Approuvé par

Arnaud CLAVIER
Chef de projet

Mathieu CASTET
Chef de projet

Olivier AELION
Directeur adjoint, Investigation,
Réhabilitation & Démantèlement

Détails du rapport

Nom du client : EQUINIX

Nom du contact client : Benoît CHEVALIER

Numéro de projet : 60726369

Préparé par
AECOM France, bureau de Paris
10, place de Belgique
92250 La Garenne-Colombes, France
Tél : +33 (0)1 72 25 91 00

Numéro de référence : PAR-RAP-24-29321A

Titre du rapport : Etude historique et documentaire

Date du rapport : 12 avril 2024

Historique des révisions

Révision	Date de révision	Détails
A	12 avril 2024	Version préliminaire

© 2024 AECOM France SAS. Tous droits réservés.

Ce document a été préparé par AECOM France SAS (ci-après "AECOM") à l'usage exclusif de notre client (ci-après le "Client") conformément aux principes de consultation généralement reconnus, au budget d'honoraires et aux conditions dont ont convenu AECOM et le Client. Toute information fournie par des tiers et mentionnée aux présentes n'a pas été vérifiée par AECOM, sauf si on précise explicitement le contraire dans le document. Aucun tiers ne peut s'appuyer sur le présent document sans l'autorisation préalable, expresse et écrite d'AECOM.

Table des matières

Résumé non technique	5
1 Introduction	6
1.1 Contexte et objectifs.....	6
1.2 Organisation du rapport	7
2 Sources d'information	8
3 Contexte environnemental	10
3.1 Contexte géographique.....	10
3.2 Contexte hydrographique.....	10
3.3 Contexte géologique	11
3.4 Contexte hydrogéologique et utilisation des ressources en eau	11
3.4.1 Contexte hydrogéologique	11
3.4.2 Usage des eaux souterraines	12
3.4.3 Contexte écologique	12
3.5 Environnement du Site.....	13
3.5.1 Inventaire historique des sites industriels et activités de service	13
3.5.1.1 Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	13
3.5.1.2 Base de données des anciens sites industriels et activités de services (BASIAS)	15
3.5.2 Base de données des sites potentiellement pollués (ex-BASOL) et des Secteurs d'Information sur les sols (SIS).....	16
3.5.3 Base de données ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents).....	18
3.6 Sensibilité environnementale du Site.....	18
4 Etude historique et documentaire	20
4.1 Description de la zone d'étude.....	20
4.1.1 Description générale	20
4.1.2 Utilités.....	22
4.1.3 Produits mis en œuvre	23
4.2 Historique du Site.....	23
4.2.1 Analyse des informations collectées.....	23
4.2.2 Incidents / accidents recensés	24
4.2.3 Evolution chronologique des exploitants recensés	24
4.3 Situation administrative du Site.....	25
4.4 Zones à risque potentiel de pollution	25
5 Schéma conceptuel préliminaire	27
5.1 Identification des zones sources potentielles	27
5.2 Identification des enjeux à protéger	27
5.2.1 Populations	27
5.2.2 Ressources naturelles.....	28
5.3 Identification des milieux et voies de transfert	28
5.4 Synthèse	29
6 Programme d'investigations proposé	30
7 Synthèse et conclusion	32

Figures (Texte)

Figure A : Extrait de plan cadastral – source cadastre.gouv.fr.....	6
Figure B : Extrait de la carte du réseau hydrographique Carthage – Infoterre, BRGM.....	10
Figure C : Extrait de la carte géologique n° 183 - 1/50 000e – Infoterre, BRGM	11
Figure D : Localisation des espaces naturels protégés autour du Site (source INPN)	13
Figure E : Localisation des sites classés ICPE autour du Site (source Géorisques)	14
Figure F – Localisation des sites classés BASOL et SIS autour du Site (source <i>Géorisques</i>)	17
Figure G – Plan cadastral sur fond de plan de photographie aérienne	22
Figure H – Schéma conceptuel préliminaire du Site.....	29

Figures (Hors texte)

Figure 1 :	Localisation de la zone d'étude
Figure 2 :	Plan des installations historiques et actuelles présentent dans la zone d'étude
Figure 3 :	Localisation des zones à risque potentiel de pollution
Figure 4 :	Localisation prévisionnelle des investigations proposées

Tableaux (Texte)

Tableau 1 – Liste des photographies aériennes consultées	9
Tableau 2 – Liste des sites référencés ICPE dans un rayon de 1 km autour du Site	14
Tableau 3 – Liste des sites référencés dans la base de données BASIAS dans un rayon de 150 m autour du Site.....	15
Tableau 4 – Liste des sites référencés dans BASOL dans un rayon de 150 m autour du Site	17
Tableau 5 – Superficies des parcelles cadastrales et exploitants actuels	20
Tableau 6 – Synthèse des exploitants identifiés sur le Site	24
Tableau 7 – Liste des installations historiques concernées par une rubrique ICPE	25
Tableau 8 – Recensement des zones à risque potentiel de pollution au droit du Site	25
Tableau 9 – Investigations proposées pour les sols au droit du Site	30

Annexes

- Annexe A. Reportage photographique
- Annexe B. Sélection de photographies aériennes de l'Institut Géographique National
- Annexe C. Copie des principaux documents historiques consultés

Résumé non technique

Cette étude est réalisée dans le cadre du projet d'acquisition par EQUINIX de 7 parcelles cadastrales limitrophes au DATA Center PA12X situé à Argenteuil dans le département du Val d'Oise (95). Les parcelles concernées sont les parcelles 1121, 1122, 1123, 1124, 0323, 0541 et 0542 de la section CI.

Cette étude visait principalement à déterminer la nature des activités qui se sont succédé sur les différentes parcelles et les conditions de leur exercice ainsi que d'identifier d'éventuelles zones à risque potentiel de pollution du sous-sol. Elle a été réalisée conformément à la méthodologie française de gestion des sites et sols pollués, publiée en avril 2017 par le Ministère en charge de l'Environnement, et à la norme NF X 31-620 (« Norme Sol »). Il est toutefois à noter que le site correspondant aux parcelles CI 1121 et CI1122 n'a pas pu être visité en l'absence d'accord de son propriétaire.

Les principaux éléments mis en évidence à l'issue de cette étude sont les suivants :

- d'une superficie d'environ 17 622 m², le Site est localisé en contexte urbain, dans une zone d'activités à proximité d'habitations. Il est à noter la présence de nombreux sites industriels, dont certain avec des pollutions du sous-sol avérées à proximité du site ;
- les premiers bâtiment sont visibles dans la zone d'étude en 1949 au droit de la parcelle 0541, fin des années 1970 sur les parcelles CI 0323, CI 1123 et CI 1124 puis début des années 1990 sur les parcelles CI 1121, CI 1122 et CI 0542. Des activités industrielles, tertiaire et commerciales ont été recensées dans la zone d'étude dont une historiquement classée à autorisation au titre de la réglementation ICPE (société E.R.E.L entre environ 1965 et 2002) ;
- au total, 7 zones à risque potentiel de pollution des sols ont été identifiées en lien avec les activités historiques et actuelles recensées au droit du site.

Selon les données disponibles, les eaux souterraines sont attendues environ 10 m de profondeur au droit du site. La vulnérabilité de la nappe superficielle des eaux souterraines est considérée modérée et sa sensibilité est considérée faible. Au regard des informations provenant des bases de données publiques, une incidence des activités des sites voisins sur la nappe souterraine au droit du site ne peut être exclue.

Sur la base des éléments cités ci-dessus, il est proposé de mener des investigations de la qualité des sols et des eaux souterraines. Dans ce cadre, le programme d'investigations environnementales proposé par AECOM, afin de caractériser la qualité des milieux souterrains comprend la réalisation de 29 sondages de sol jusqu'à une profondeur de 3 m à 5 m et 4 piézomètres à 15 mètres de profondeur environ.

1 Introduction

Ce rapport présente l'étude historique et documentaire ainsi que le schéma conceptuel et le programme prévisionnel d'investigations réalisés par AECOM France (ci-après AECOM), filiale du groupe AECOM, pour le compte de la société EQUINIX implantée sur la commune d'Argenteuil, dans le Val-d'Oise (95).

Cette étude a été réalisée à la demande et pour le compte d'EQUINIX, selon les termes de la proposition AECOM n°PAR-A601-22-23268, référencée n°PAR-PRO-22-27511B et datée du 25 janvier 2024. Elle correspond aux missions INFOS, A100, A110, A120 et A130 de la norme NF X 31-620 (« Norme sol ») et du référentiel associé.

1.1 Contexte et objectifs

La société EQUINIX a mandaté AECOM dans le cadre d'un projet d'achat de plusieurs parcelles mitoyennes au site EQUINIX PA12 qu'elle exploite au 1-3 rue Charles Michels à Argenteuil. La zone d'étude comporte ainsi 7 parcelles localisées aux adresses suivantes :

- 5 rue Charles Michels – Parcelle cadastrale CI 0323 ;
- 13 rue de la Fosse aux Loups / 7 à 11 rue Charles Michels – Parcelles cadastrales CI 1121 et CI 1122 ;
- 6 rue de la Fosse aux Loups – Parcelles cadastrales CI 1123 et CI 1124 ;
- 20-22 rue de Montigny – Parcelle cadastrale CI 0542 ; et
- 2 rue de la Fosse aux Loups / 84 rue de Montigny – Parcelle cadastrale CI 0541.

La figure ci-dessous présente les parcelles cadastrales concernées par la présente étude (dénommées le « Site » dans le reste du document). La superficie totale du Site est d'environ 17 620 m².



Figure A : Extrait de plan cadastral – source cadastre.gouv.fr

Compte tenu de l'absence de données historiques concernant les différents sites de la zone d'étude, EQUINIX a souhaité faire réaliser une étude historique et documentaire (étude environnementale de Phase I). Dans ce contexte, et en se basant sur la méthodologie de gestion des sites pollués publiée par le Ministère en charge de l'Environnement en avril 2017, AECOM a proposé l'approche suivante :

- une visite des différents sites ;
- la réalisation d'une étude historique et documentaire ainsi que d'une étude de vulnérabilité ; et

- l'élaboration d'un programme d'investigations environnementales.

1.2 Organisation du rapport

A la suite de la présente introduction, ce rapport est organisé de la manière suivante :

- le Chapitre 2 liste les sources d'information consultées dans le cadre de l'étude ;
- le Chapitre 3 présente le contexte environnemental du Site ;
- le Chapitre 4 synthétise les informations relatives aux activités actuelles et passées exercées au droit du Site ;
- le Chapitre 5 décrit le Schéma Conceptuel préliminaire établi pour le Site ;
- le Chapitre 6 fournit le programme d'investigations proposé ; et
- le Chapitre 7 présente la synthèse de l'étude.

2 Sources d'information

La réalisation de la présente étude s'est appuyée sur les sources d'informations, consultées en février et mars 2024, et les démarches suivantes :

- la visite des différents sites réalisées le 20 février 2024 par M. Arnaud CLAVIER (AECOM) en présence des accompagnants listés ci-après :
 - M. TOUZANI, gérant de la société SCI L'OR installée au sein de la parcelle CI 0323 ;
 - M. REBELO, gérant de la société AK-Trading installée au sein des parcelles CI 1123 et 1124 ;
 - Mmes HARVEY et DIEUTRE, employées de la société SERALCO, actuellement locataire de la parcelle CI 0542 ; et
 - M. AKIL, gérant de la société Argenteuil Automobile Distribution installée au droit de la parcelle CI 0541.

Il est à noter que le site localisé au 13 rue de la Fosse aux Loups (parcelles CI 1121 et CI 1122) n'a pas pu faire l'objet d'une visite, en l'absence d'accord du propriétaire.

Les photographies prises dans le cadre de ces visites sont présentées en **Annexe A** ;

- la consultation des bases de données environnementales publiques : la base de données *Infoterre* gérée par le BRGM¹ (afin d'établir le contexte géologique et hydrogéologique du Site), les bases de données BDLISA² et ADES³ du BRGM, regroupant des données de gestion des eaux souterraines ;
- la collecte de données sur la base de données *Géorisques*, incluant :
 - la Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Services (CASIAS),
 - l'inventaire des sites soumis à information de l'administration concernant des pollutions suspectées ou avérées (ex-BASOL) ainsi que des sites soumis à obligations réglementaires (Secteur d'Information sur les sols – SIS et Servitudes d'Utilité Publique - SUP), et
 - la base de données des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- la base de données ARIA⁴ du BARPI⁵ ;
- la consultation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville d'Argenteuil approuvé le 25 septembre 2007 et modifié le 3 octobre 2019 ;
- le site internet cadastre.gouv.fr pour les informations relatives aux parcelles cadastrales ;
- la consultation des données relatives aux périmètres de protection et aux points d'Alimentation en Eau Potable (AEP) disponibles sur le portail Cart'eaux du site AtlaSanté géré par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et les informations fournies par l'ARS par email en date du 6 mars 2024 ;
- la consultation des données relatives aux espaces naturels protégés sur le site de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) ;
- la consultation des photographies aériennes historiques de l'Institut Géographique National (IGN) sur le site remonterletemps.ign.fr et sur le site *Géoportail*, permettant de retracer l'évolution globale de l'aménagement du site. Les photographies aériennes consultées sont listées dans le tableau ci-après (photographies disponibles en **Annexe B**) ;

¹ BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières

² BDLISA : Base de Donnée des Limites des Systèmes Aquifères

³ Portail national d'Accès aux Données sur les Eaux Souterraines

⁴ ARIA : Analyse, Recherche et Information sur les Accidents

⁵ BARPI : Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles

Tableau 1 – Liste des photographies aériennes consultées

Année	Mission photographique	Numéro de cliché
1933	C1618-0091_1933_PDPL_ISLE-ADAM1	0911
1949	C2213-0061_1949_F2213-2513	0378
1949	C2213-0061_1949_F2213-2513	0379
1961	C2214-0071_1961_F2214-2414	0202
1973	C2314-1081_1973_F2314	0021
1976	C2114-0061_1976_FR2809	0418
1979	C93PHQ6581_1979_CDP8590	1386
1985	C2314-0281_1985_FR3839	052
1990	C90SAA2322_1990_FR4605	0452
1999	CA99S00952_1999_FR9039	1243
2011	CP11000122_FD75x23	00163
2021	Source Géoportail.gouv (7-09-2021)	–

- la consultation des documents historiques disponibles aux archives municipales d'Argenteuil et aux archives départementales du Val-d'Oise situées à Pontoise (copie des principaux documents fournie en **Annexe C**).

3 Contexte environnemental

3.1 Contexte géographique

La zone d'étude est implantée directement à l'ouest du site EQUINIX au sein de la zone industrielle du Val d'Argent (Zone UE du PLU – Zone d'activité économique), sur la commune d'Argenteuil dans le département du Val-d'Oise (95).

La zone d'étude est actuellement occupée par quatre bâtiments industriels toujours en activité et est délimitée par :

- au nord, à l'est et à l'ouest : la zone industrielle du Val d'Argent avec quelques habitations isolées ; et
- au sud : une habitation, une école, la voie ferrée et le technicentre du Val-Notre-Dame.

Les premières zones résidentielles sont situées à environ 200 m à l'ouest et au sud de la zone d'étude.

Un plan de localisation de la zone d'étude et de l'actuel site EQUINIX est présenté sur la **Figure 1**.

D'après les données consultées sur Géoportail le 7 mars 2024, la zone d'étude est localisée à une altitude située entre environ 47 et 50 m NGF (Nivellement Général de la France).

3.2 Contexte hydrographique

La zone d'étude est localisée en rive droite de la Seine au sein d'un méandre. Ainsi, les eaux de surface les plus proches du Site correspondent aux cours d'eau suivants :

- la Seine, située à 2,6 km au nord-ouest et au sud-est du Site ; et
- le ru d'Enghien, situé à 5,5 km au nord-est du Site.

Un extrait de la carte du BRGM présentant le réseau hydrographique (base Carthage, *Infoterre*) est consultable ci-après.

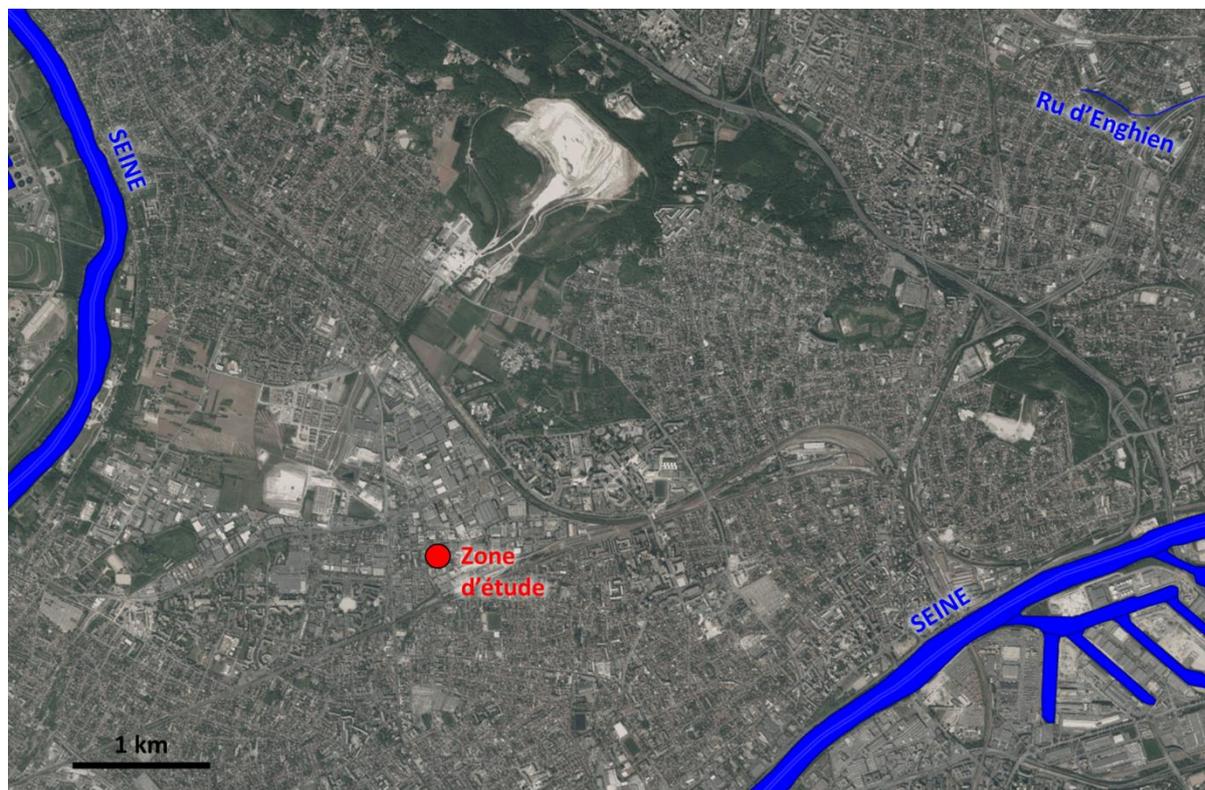


Figure B : Extrait de la carte du réseau hydrographique Carthage – Infoterre, BRGM

Au regard de leurs distances par rapport au Site, la sensibilité environnementale de ces cours d'eau vis-à-vis du Site est considérée comme faible.

3.3 Contexte géologique

D'après les informations fournies par la carte géologique locale (feuille n° 183 « Paris » du BRGM-1/50 000e) et les coupes géologiques de puits proches du Site (source *Infoterre*), les formations susceptibles d'être rencontrées au droit du Site, de la surface vers les horizons plus profonds, sont les suivantes :

- la formation des Calcaires de Saint-Ouen (Marinésien) se présentant sous forme de marno-calcaires blanchâtres à grisâtres, légèrement rosés avec ponctuellement des bancs calcaire plus durs en partie supérieure avec des silex. L'épaisseur de cette formation peut atteindre une dizaine de mètres ;
- la formation des Sables et grès de Beauchamp (Auversien), pouvant également atteindre de 6 à 16 m d'épaisseur ; et
- les formations du Lutétien (calcaires, marnes et caillasses), pouvant atteindre plusieurs dizaines de mètres et surmontant les formations de l'Yprésien (sables et argiles).

Un extrait de la carte géologique est présenté ci-après (BRGM, *Infoterre*).



Figure C : Extrait de la carte géologique n° 183 - 1/50 000e – Infoterre, BRGM

Par ailleurs, au regard de la localisation du Site, la présence de remblais en surface ne peut être exclue.

3.4 Contexte hydrogéologique et utilisation des ressources en eau

3.4.1 Contexte hydrogéologique

D'après la notice de la carte géologique locale et les informations recueillies sur la BDLISA, compte tenu des formations géologiques en présence, les premières formations aquifères présentes au droit du Site correspondent aux « Calcaires de Saint-Ouen du Bartonien inférieur » et aux « Sables de Beauchamp du Marinésien (Sables d'Ezanville) et de l'Auversien (Sables de Beauchamp) ».

Le niveau d'eau attendu au sein de ces unités aquifères serait attendu à environ 10 mètres de profondeur avec un écoulement supposé en direction du sud-est.

La notice de la carte géologique fait état de plusieurs formations aquifères plus profondes et très productives à savoir les « Réseaux aquifères du Lutétien », la nappe des « Sables du Soissonnais » et le « Réseaux aquifères de la Craie ».

3.4.2 Usage des eaux souterraines

Selon les données concernant les puits d'Alimentation en Eau Potable (AEP) consultées en mars 2024 sur le site *AtlaSanté* via l'outil *Cart'eaux* géré par l'Agence Régionale de Santé (ARS), les captages AEP en activité les plus proches sont situés à Maisons-Laffitte à environ 4 km à l'ouest du Site, en rive gauche de la Seine (rive opposée par rapport au Site). Selon les coupes géologiques disponibles sur le site *Infoterre*, ces captages, d'une profondeur allant de 648 à 669 m, capteraient la nappe de la Craie à plus de 550 m de profondeur.

Deux autres champs captant AEP actifs plus lointains sont aussi identifiés sur le site *Atlasanté* :

- le champ captant de Croissy-sur-Seine, situé à environ 9,1 km au sud-ouest de la zone d'étude et captant la nappe de la Craie à une profondeur variant entre 30 et 50 m ;
- le champ captant de Villeneuve-la-Garenne, situé à environ 7,7 km à l'est de la zone d'étude et captant la nappe de l'Ypresien (Soissonnais) à une profondeur variant entre 115 et 140 m ainsi que la nappe du Lutétien à une profondeur variant entre 50 et 60 m.

Par ailleurs, d'après les données disponibles sur *Cart'eaux*, le Site n'est localisé dans aucun périmètre de protection de ces captages.

Par ailleurs, d'après le serveur *Infoterre* du BRGM consulté en mars 2024, environ 18 ouvrages potentiellement en fonctionnement sont répertoriés dans un rayon de 2 km autour du Site.

Ces ouvrages sont utilisés pour des usages domestiques (2 captages indiqués comme exploités) et des usages industriels (4 ouvrages dont un seul indiqué comme exploité). Les autres ouvrages n'ont pas d'usage identifié. Il est important de noter qu'aucun ouvrage n'est identifié pour un usage sensible à proximité directe du Site, l'intégralité de ces 18 ouvrages étant localisés à plus d'1 km.

L'ouvrage le plus proche (forage à 81 m de profondeur, captant la nappe de l'Yprésien) est recensé à environ 1,1 km au nord (amont-latéral hydraulique) de la zone d'étude et est exploité pour un usage industriel.

Il est important de noter que la base de données *Infoterre* n'est pas régulièrement mise à jour et que les informations sont susceptibles d'être incomplètes.

3.4.3 Contexte écologique

D'après les recherches effectuées sur le site de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) en mars 2024, le Site ne se trouve dans aucune zone naturelle protégée comme illustré sur la Figure ci-après.

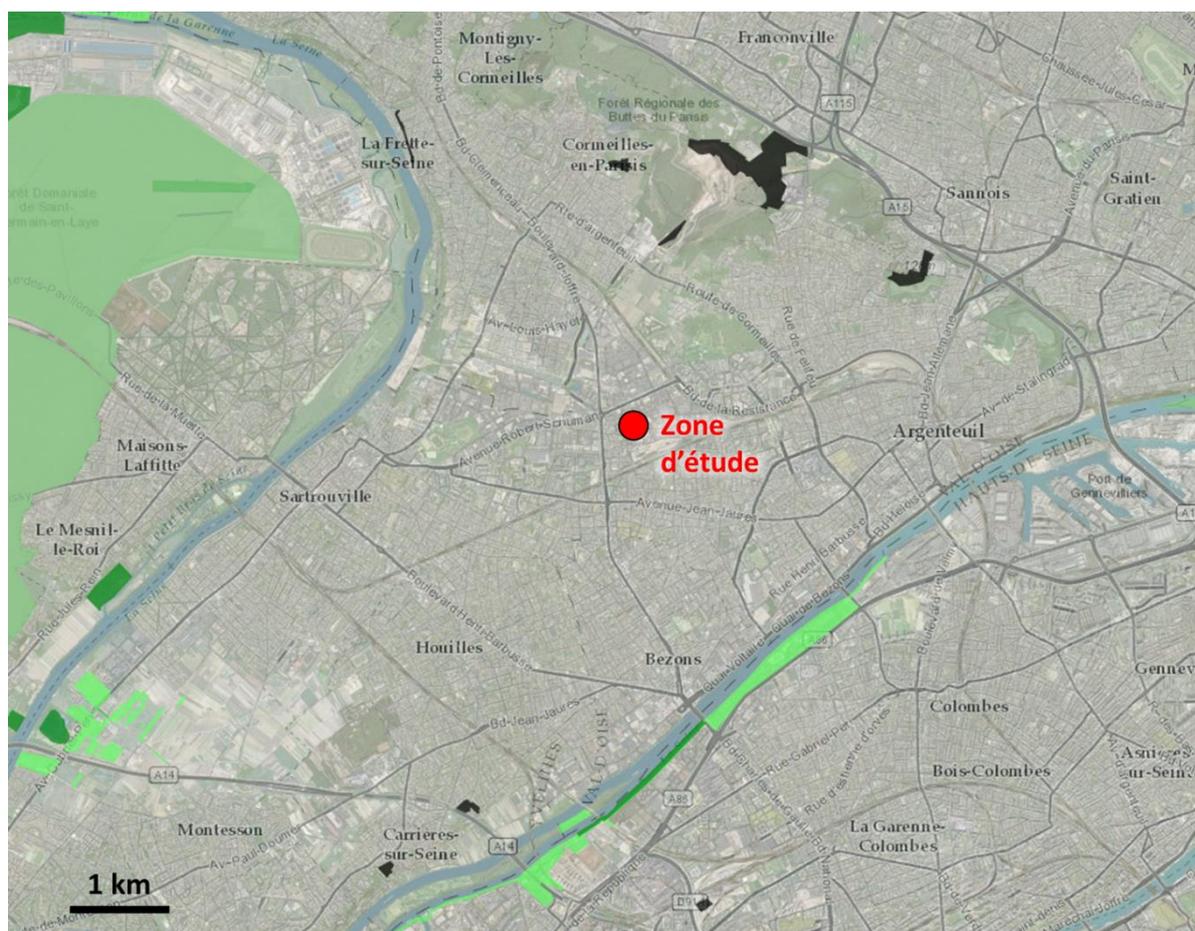


Figure D : Localisation des espaces naturels protégés autour du Site (source INPN)

A l'exception des zones d'intérêt géologiques situées à environ 2 km au nord de la zone d'étude et d'un projet d'espace naturel situé à 2,5 km au sud-est, aucune zone naturelle protégée n'est localisée à moins de 3 km.

Ainsi, la zone naturelle protégée la plus proche est située à environ 3,3 km au sud de la zone d'étude. Il s'agit d'une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type 1 intitulée « BERGES DE LA SEINE A NANTERRE ». Une autre ZNIEFF de type 2, intitulée « FORÊT DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE » est située à environ 4,1 km au nord-ouest de la zone d'étude.

3.5 Environnement du Site

3.5.1 Inventaire historique des sites industriels et activités de service

3.5.1.1 Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

La base de données sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) a été consultée en mars 2024 (Source portail *Géorisques*).

Un total de 9 sites classés ICPE sont référencés dans un rayon de 1 km autour du centre de la zone d'étude, dont le site EQUINIX PA12. Ces sites sont reportés sur la figure ci-dessous et listés dans le tableau ci-après.

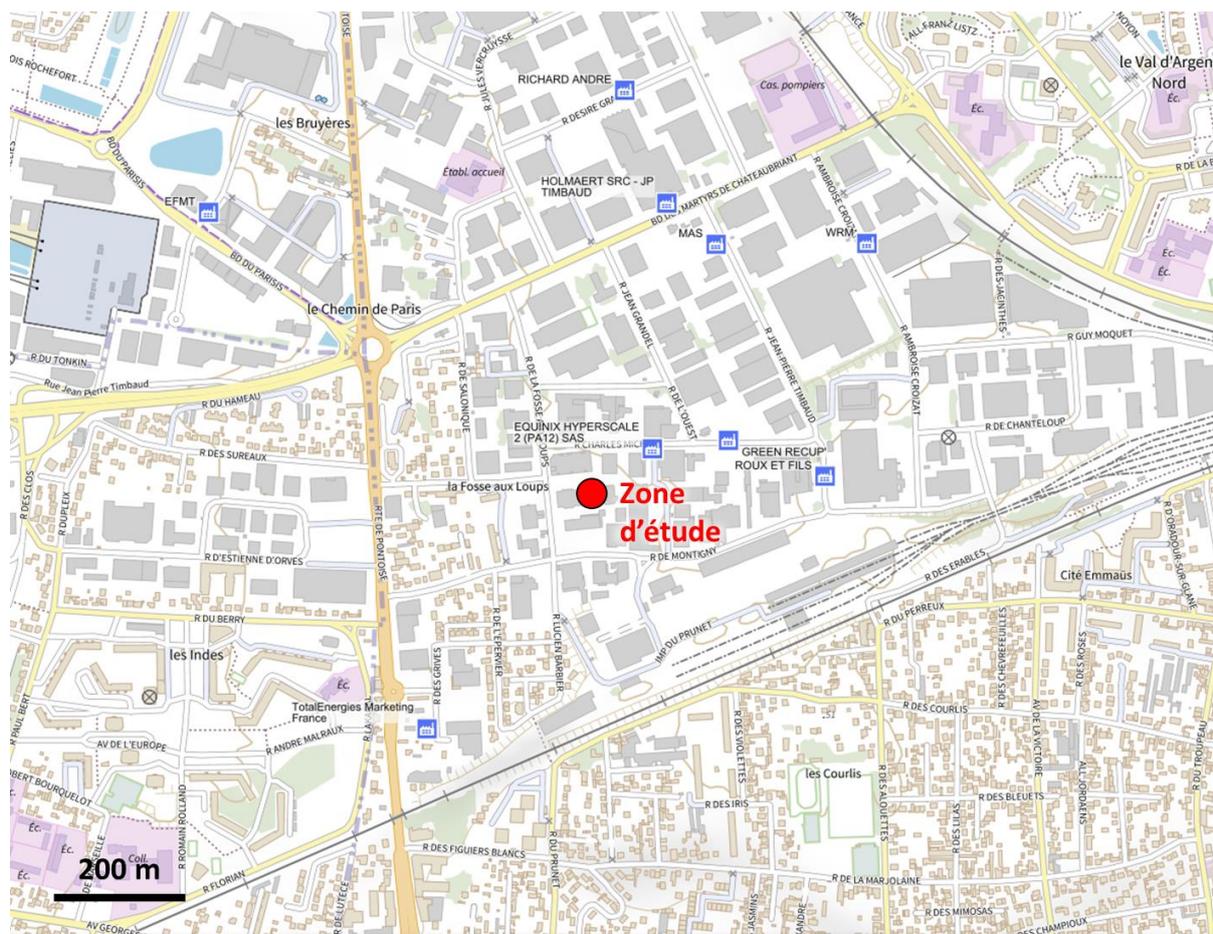


Figure E : Localisation des sites classés ICPE autour du Site (source GéoRisque)

Tableau 2 – Liste des sites référencés ICPE dans un rayon de 1 km autour du Site

Code établissement	Raison sociale	Régime ICPE du site	Classement SEVESO	Localisation par rapport au Site
0100000497	EQUINIX Hyperscale 2 (PA12) SAS	Autorisation	Non SEVESO	Adjacent à l'est
0006505364	GREEN RECUP'	Autorisation	Non SEVESO	Environ 190 m à l'est
0006505383	ROUX ET FILS	Enregistrement*	Non SEVESO	Environ 330 m à l'est
0006507580	TotalEnergies Marketing France	Enregistrement	Non SEVESO	Environ 340 m au sud-ouest
0006510833	MAS	Autorisation	Non SEVESO	Environ 370 m au nord nord-est
0006505409	HOLMAERT SRC - JP TIMBAUD	Enregistrement*	Non SEVESO	Environ 410 m au nord
0006511862	WRM	Autorisation*	Non SEVESO	Environ 510 m au nord-est
0006505380	RICHARD ANDRE	Enregistrement	Non SEVESO	Environ 570 m au nord
0006516078	EFMT	Autorisation	Non SEVESO	Environ 630 m au nord-ouest

* : En fin d'exploitation

3.5.1.2 Base de données des anciens sites industriels et activités de services (BASIAS)

La Base de données des anciens sites industriels et activités de services consultée en mars 2024 (sites *Géorisques* et *Infoterre*) a mis en évidence la présence de plus d'une cinquantaine de sites dans un rayon d'1 km autour de la zone d'étude dont 13 sites à proximité immédiate dans un rayon d'environ 150 m et un site dans l'emprise de la zone d'étude. Le tableau ci-après présente une synthèse des sites présents dans l'emprise et dans un rayon de 150 m autour de la zone d'étude.

Tableau 3 – Liste des sites référencés dans la base de données BASIAS dans un rayon de 150 m autour du Site

Identifiant BASIAS	Raison sociale	Activité	Etat d'occupation	Localisation par rapport au Site
IDF9501709	Etude et Réalisation Electronique, Sté (E.R.E.L.)	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures) ; Services auxiliaires des transports	En arrêt	Dans l'emprise du Site
IDF9501775	Appareils Gachot	Dépôt de liquides inflammables (DLI) ; Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures) ; Mécanique industrielle ; Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères	En arrêt	Au voisinage direct à l'est
IDF9501775	Appareils Gachot	DLI ; Traitement et revêtement des métaux ; Mécanique industrielle ; Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères	En arrêt	Au voisinage direct à l'est
IDF9501729	CRC Industries France	DLI ; Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2)	Non renseigné	Au voisinage direct nord-ouest
IDF9501154	Fonderies de l'Ile-de-France	Fonderie	En arrêt	Environ 10 m à l'ouest
IDF9501287	Mécanique Soudure Argenteuil (M.S.A.)	Mécanique industrielle	Non renseigné	Environ 20 m au sud
IDF9501289	Roux, Ets	Chaudronnerie, tonnellerie ; Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres ; DLI	Non renseigné	Environ 20 m au sud
IDF9501240	DEJUST Marcel, Ets	Traitement et revêtement des métaux ; V89.01Z – Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...) ; DLI	Non renseigné	Environ 20 m au nord
IDF9501230	TOLES OUTILS, Sté	Mécanique industrielle ; Traitement et revêtement des métaux ; Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)	En arrêt	Environ 20 m au nord-ouest
IDF9501705	Manière SA, Ets	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage) ; Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)	Non renseigné	Environ 50 m au sud-est

Identifiant BASIAS	Raison sociale	Activité	Etat d'occupation	Localisation par rapport au Site
IDF9501592	Métal Meubles, Sté	Chaudronnerie, tonnellerie ; Traitement et revêtement des métaux ; Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres	En arrêt	Environ 50 m au nord
IDF9501648	Houdis SA, Sté	Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...) ; Collecte et traitement des eaux usées	Non renseigné	Environ 70 m à l'est nord-est
IDF9501575	Pampus Fluorplast, Sté	Fabrication, transformation et/ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène,...)	En arrêt	Environ 100 m au nord-ouest
IDF9501614	Mécatom, Sté	Traitement et revêtement des métaux ; Mécanique industrielle ; Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation ; DLI ; Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	Non renseigné	Environ 120 m à l'est

Pour mémoire, la base de données BASIAS ne permet pas de statuer sur l'état de pollution d'un site, mais permet de recenser des sites ayant pu utiliser des substances polluantes pour les sols et les nappes en France et ainsi fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

3.5.2 Base de données des sites potentiellement pollués (ex-BASOL) et des Secteurs d'Information sur les sols (SIS)

La base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (ex-BASOL) et les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) ont été consultés en juillet 2023 (sites *Géorisques* et *Infoterre*).

Au total, 13 sites potentiellement pollués sont recensés dans un rayon d'environ 1 km autour du Site, tel que présenté sur la figure ci-après.

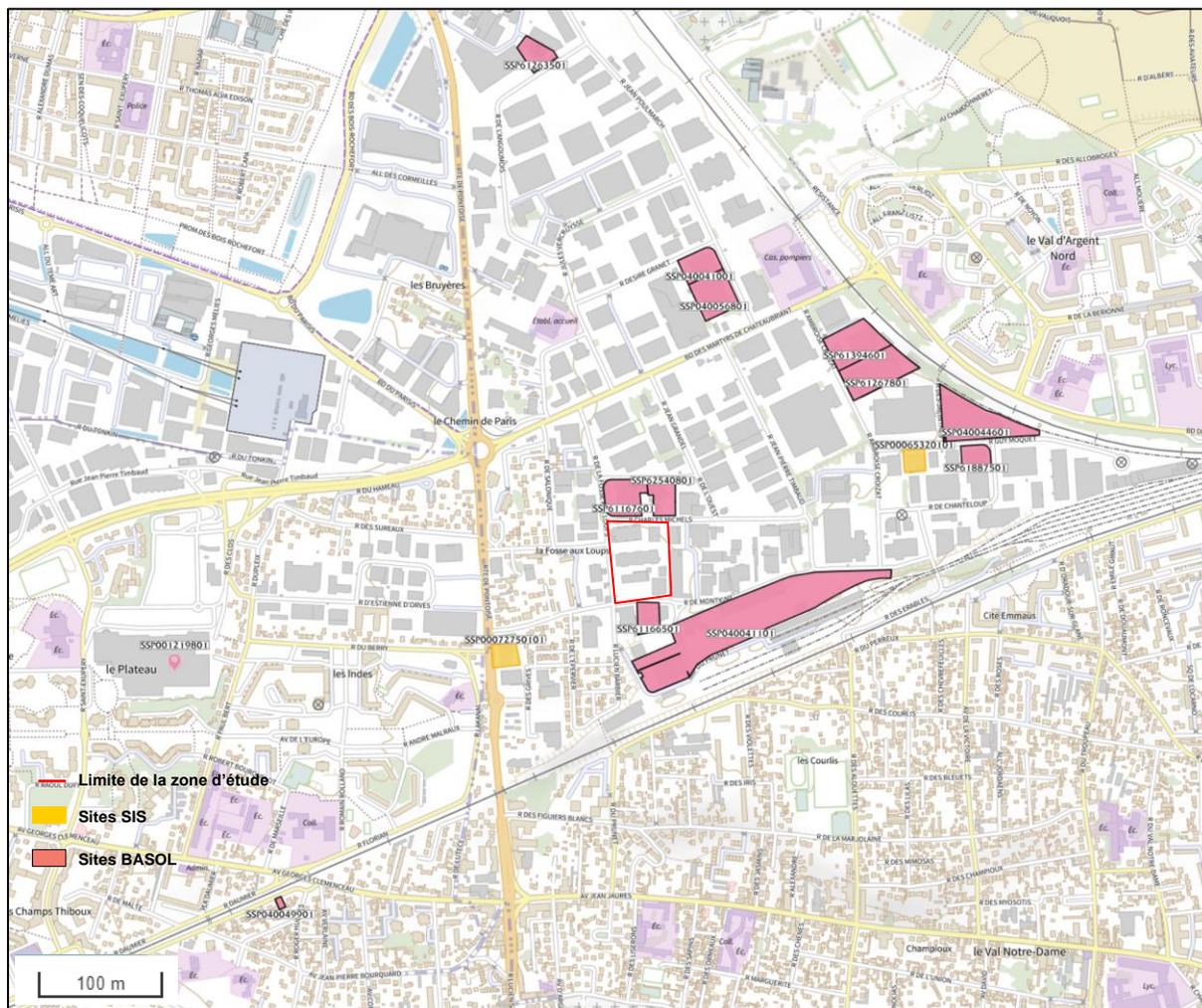


Figure F – Localisation des sites classés BASOL et SIS autour du Site (source Géorisques)

Tableau 4 – Liste des sites référencés dans BASOL dans un rayon de 150 m autour du Site

Identifiant BASOL	Raison sociale	Activité	Pollution identifiée	Localisation par rapport au Site
SSP0400411	COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED	Ancienne activité de transit de déchets	Anomalies en HAP, et métaux et présence faible à modérée en BTEX et COHV – Recommandation d'analyse des risques sanitaires	Environ 80 m au sud-est de la parcelle 0542
SSP61166501	ROUX	Ancienne activité de chaudronnerie, tonnellerie, forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage et métallurgie des poudres.	Impact en métaux (cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb et zinc) ainsi que des traces d'hydrocarbures dans les sols. Terrains non réhabilités	Environ 10 m au sud de la parcelle 0542
SSP61167601	Cessation METAL MEUBLES	Opérations de forgeage, Vernis, peintures, Traitement de surface Travail mécanique des métaux et alliages	Pollution des sols en BTEX, HAP et hydrocarbures totaux, solvants chlorés et métaux. Réhabilitation en 2003	Environ 10 m au nord de la parcelle 1121
SSP6254081	EG METAUX	Transit de métaux,	Cessation d'activité en 2023. L'inspection considère le site comme régulièrement réhabilité	Environ 10 m au nord de la parcelle 0323

En complément, les sites COVED et ROUX sont recensés en Secteur d'Information sur les Sols (SIS). Deux autres sites sont recensés en SIS à moins de 1 km autour de la zone d'étude :

- l'ancienne société LABUSSIÈRE, située à environ 350 m au sud-ouest de la zone d'étude et réalisant des activités de garagiste/ferrailleur de 1962 à 2005 (pollution résiduelle en hydrocarbures dans les sols).
- l'ancienne société ELECTRO-THERMIQUE située à environ 600 m au nord-est de la zone d'étude : activités de traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus cessées en 2007 (contamination des sols en hydrocarbures).

Aucune Servitude d'Utilité Publique (SUP) n'est identifiée dans la zone d'étude sur le portail *Géorisques*.

3.5.3 Base de données ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents)

Le BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels) collecte et centralise les informations sur les incidents, accidents ou presque accidents qui ont porté, ou auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques ou à l'environnement dans la base de données ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents).

Selon les données disponibles, 30 accidents ont été identifiés sur la commune d'Argenteuil entre 1971 et 2022. Au regard des informations disponibles, aucun accident ne semble avoir eu lieu au droit de la zone d'étude.

3.6 Sensibilité environnementale du Site

Voisinage du site

Compte tenu de la localisation du Site dans une zone à dominante industrielle mais avec une habitation à environ 15 m au sud du Site, la sensibilité du voisinage est considérée comme modérée.

Par ailleurs, au regard de la présence de plusieurs anciens sites industriels et de service, y compris des sites présentant des impacts dans les sols à environ 10 m au nord et au sud du Site, la présence au droit du Site d'impacts associés à des activités exercées à l'extérieur du Site ne peut être exclue.

Eaux superficielles

La sensibilité des eaux de surface vis-à-vis d'une source de pollution potentiellement présente sur le Site est la combinaison de :

- la vulnérabilité de ces milieux (distance et connections entre le site et les eaux superficielles) ; et,
- la nature des usages de l'eau de surface (prises d'eau à usage industriel, agricole, pour production d'eau potable).

En tenant compte de l'absence de cours d'eau à moins de 2 km du Site, la vulnérabilité et la sensibilité des eaux superficielles sont considérées comme faibles.

Eaux souterraines

La sensibilité des eaux souterraines vis-à-vis d'une source de pollution potentiellement présente sur le Site est la combinaison de :

- la vulnérabilité de la nappe (profondeur de la nappe, nature de l'aquifère, présence ou absence de couche géologique imperméable) ; et,
- des usages de la nappe (industriel, agricole, production d'eau potable) ainsi que la vulnérabilité des ouvrages (distance, position hydraulique relative).

Étant donné la nature relativement-perméable des terrains affleurants (Calcaires de Saint-Ouen) et la profondeur attendue des eaux souterraines (environ 10 m pour le premier niveau aquifère), la

vulnérabilité des eaux souterraines au droit du Site (nappe des Calcaires de Saint-Ouen) est considérée comme modérée.

Compte tenu de la vulnérabilité de la nappe des Calcaires de Saint-Ouen et de l'absence d'usage sensible des eaux souterraines recensé dans un rayon d'1 km du Site, la sensibilité des eaux souterraines au droit du Site est considérée comme faible.

Espaces naturels

Compte tenu de la localisation du Site dans une zone fortement urbanisée et de l'absence d'espace naturel protégé dans un rayon de 3 km, la sensibilité des espaces naturels vis-à-vis d'une éventuelle pollution provenant du Site est considérée comme faible.

4 Etude historique et documentaire

4.1 Description de la zone d'étude

4.1.1 Description générale

Les installations actuelles sont présentées sur les clichés réalisés lors de la visite de site en **Annexe A** et localisées sur la **Figure 2**.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des superficies et des exploitants actuels de chacun des sites.

Tableau 5 – Superficies des parcelles cadastrales et exploitants actuels

Parcelle cadastrale	Superficie	Exploitant(s) actuel(s)
CI 0323	1 834 m ²	SCI l'OR
CI 1121	3 341 m ²	Dietex, Atout MPV et MK France
CI1122	427 m ²	
CI 1123	476 m ²	AK Trading
CI1124	4 761 m ²	
CI 0541	3 983 m ²	Argenteuil Automobile Distribution
CI 0542	2 800 m ²	Diverses entreprises

La zone d'étude présente une superficie totale de 17 622 m². A l'exception des parcelles n°1122 et n°1123, chaque parcelle est occupé par un bâtiment.

La description générale des différentes parcelles visitées⁶ est présenté ci-après

- **Parcelle 0323** : SCI l'OR est le propriétaire-exploitant du site. Le site est exploité pour des activités en lien avec l'événementiel (réception, mariage). La parcelle est clôturée et occupée par un bâtiment sur 2 niveaux plus un niveau de sous-sol, représentant au total une superficie au sol d'environ 800 m². A l'extérieur, un parking en enrobé est présent autour du bâtiment. Le bâtiment est dans la configuration suivante :
 - un sous-sol utilisé comme parking et comprenant un local technique,
 - un rez-de-chaussée composé d'une salle de réception, de sanitaires, de bureaux, d'une cuisine et d'un local chaufferie au gaz,
 - un R+1 composé d'une salle de réception, de sanitaires et de bureaux,
 - un R+2 composé d'un entrepôt de stockage de matériaux associés aux activités de réception.
- **Parcelles 1123 et 1124** : la parcelle est exploitée par la société AK Trading ; les activités indiquées lors de la visite de site sont le stockage de produits alimentaires, d'hygiène et ménagers pour la distribution en supermarché. Le site est clôturé et est occupé par un bâtiment implanté sur une superficie d'environ 2 450 m². D'après la visite du site et les plans dans le dossier de conformité du permis de construire (Cf. **Annexe C**), le bâtiment est composé :
 - à l'ouest (côté rue de la Fosse aux Loups, à l'entrée du bâtiment), de bureaux et sanitaires situés sur une superficie d'environ 180 m² au sol,

⁶ Il est rappelé que les parcelles 1121 et 1122 n'ont pas pu être visitées, pour cause de refus du propriétaire et ne sont donc pas détaillées.

- sous les bureaux, d'un sous-sol composé de la chaufferie au gaz et de locaux techniques avec une dalle béton en bon état ;
 - d'un niveau principal utilisé pour l'entreposage des produits alimentaires, d'hygiène et ménagers ainsi que du matériel informatique et des Déchets Industriels Banals (cartons, palettes en bois, etc.). Parmi les DIB, la présence de fûts vides de 50 litres non identifiés a été notée lors de la visite.
 - d'un parking en enrobé autour du bâtiment et d'une zone enherbée devant le bâtiment (côté rue de la Fosse aux Loups). On note la présence de groupes froid en partie sud est le long du bâtiment ainsi que d'une benne de déchets entreposée sur l'enrobés.
- Parcelle 0541 : la parcelle est exploitée par Argenteuil Automobile Distribution pour des activités de garage automobile et vente de pièces détachées. Le site est clôturé et occupée par un bâtiment sur 1 niveau reposant sur un niveau de sous-sol, sur une superficie au sol d'environ 1200 m², regroupant :
 - au rez-de-chaussée : 2 bureaux, une cuisine, une salle de repos, des sanitaires,
 - au rez-de-chaussée : un atelier mécanique, avec la présence d'une fosse et d'une cuve enterrée de 1500 litres pour la récupération des huiles usagées,
 - une chaufferie au gaz localisé sur un niveau inférieur.

L'extérieur du bâtiment est composé en grande partie par un parking en enrobés (de qualité médiocre) et d'une partie enherbée en limite de la rue de Montigny. Une aire de lavage de véhicule est présente au nord du bâtiment. Lors de la visite de site, des cubitainers vides, des fûts vides, des palettes en bois, des pneus, des carcasses de voiture, étaient entreposés sur les enrobés ainsi que sur la partie enherbée.

- Parcelle 0542 : la parcelle est exploitée par plusieurs entreprises pour des activités tertiaires (administratif) et des ateliers ou entrepôts de stockage de matériel. Le site est clôturé et occupé par un bâtiment de plain-pied sur 2 niveaux, sur une superficie au sol d'environ 1 895 m², regroupant 10 locaux occupés par les sociétés et activités suivantes⁷:
 - local 1, 2 et 6 (285 m²) : Inti-Event spécialisé dans l'événementiel ;
 - local 3 (95 m²) : AMF Marbrerie société spécialisée dans la vente de marbre ;
 - local 4 (95 m²) : CR Lopez, entreprise de BTP ;
 - local 5 (55 m²) : Au, activité non disponible ;
 - local 7 (40 m²) : Les Toitures Françaises, société de couvreurs ;
 - local 8 (500 m²) : APM entreprise de BTP ;
 - local 9 (65 m²) : HP Elec, Electriciens ; et
 - local 10 (745 m²) : SERALCO, entreprise avec bureaux et atelier de serrurerie.

L'extérieur du bâtiment est composé par un parking en enrobés de qualité médiocre.

La figure ci-après extrait de geoportail.gouv.fr illustre l'implantation des différents bâtiments sur les parcelles de la zone d'étude.

⁷ Seul le local de SERALCO a pu être visité lors de la visite de site.



Figure G – Plan cadastral sur fond de plan de photographie aérienne

Il est rappelé que le site occupant les parcelles CI 001121 et CI 001122 n'a pas pu faire l'objet d'une visite en l'absence d'accord de son propriétaire. Ce site comprend un bâtiment (superficie d'environ 1960 m²) et de voiries périphériques recouvertes d'enrobés sur la base des photographies aériennes. Les informations disponibles sur Google en mars 2024 indiquent que ces parcelles seraient potentiellement exploitées par les sociétés suivantes :

- MK France (Livraison) : commercialisation de produits capillaires ;
- Dietex : commerce de gros alimentaire ;
- Atout MPV : agence marketing, en activité d'avril 2021 à août 2022).

4.1.2 Utilités

Les différents sites sont raccordés à l'eau de ville pour l'approvisionnement en eau et au gaz de ville pour le chauffage. Des pompes à chaleurs (air/air) sont également présentes dans certains bâtiments pour réfrigérer les pièces.

La seule utilité actuelle de stockage de produits identifiée sur l'ensemble de la zone d'étude est présente au niveau de l'atelier du garage automobile (parcelle 0541). Il s'agit d'une cuve enterrée en ferraille de 1500 litres pour la récupération des huiles usagées de vidange (1500 litres) accessible via un regard en fonte au niveau du sol. D'après la visite de site cette cuve est vidangée une à deux fois par an par la société VEOLIA. Aucun document de traçabilité n'a pu être consulté.

En outre, sur la base des informations transmises par les représentants du site, une cuve de fioul aérienne (volume non précisé) était également présente sur la parcelle 0541, au nord-est du bâtiment (voir localisation sur la Figure 2). Cette cuve aurait été démantelée lors du début de l'activité du garage.

Sur la base des informations disponibles aux archives départementales, une cuve enterrée de 7000 litres était également présente à l'est du bâtiment, au niveau de la parcelle 0542 (exploitée historiquement par la société EREL), correspondant à l'ancienne cuve de fioul de la chaudière. Les documents consultés n'ont pas permis de vérifier si cette cuve avait été inertée et si elle est toujours présente ou si elle a été évacuée.

Enfin, il est à noter l'absence de transformateur électrique au droit de la zone d'étude.

4.1.3 Produits mis en œuvre

Les familles de produits stockés par site correspondent :

- Parcelles 1123/1124 : produits alimentaires et ménagers, cartons ;
- Parcelle 0541 : des pièces automobiles de rechanges et de l'huile moteur conditionnée en bidons de 5 litres stockés sans rétention ;
- Parcelle 0542 : d'après les activités des différents locaux, la présence de matériel électrique, de matériel et outils pour la réalisation de travaux de BTP, de marbre et de petit matériel pour l'événementiel est suspectée⁸
- Parcelle 0323 : meubles, vaisselle et produits alimentaires pour les réceptions ;
- Parcelle 1121/1122 : information non disponible⁹.

4.2 Historique du Site

4.2.1 Analyse des informations collectées

L'analyse des photographies aériennes historiques consultées (**Annexe B**), des informations collectées auprès du Site et des documents historiques (dont la consultation des archives départementales et municipales, voir **Annexe C**) met en évidence les points suivants :

- la zone d'étude est non construite en 1933 ;
- en 1949, un bâtiment est présent sur la parcelle 0541, dans la configuration de l'actuel bâtiment exploité par le garage automobile. Les autres parcelles ne sont pas construites. Un chemin traverse la zone d'étude du nord-est (rue Charles Michels) à l'ouest (rue de la Fosse aux Loups) ;
- en 1961, aucune modification apparente au droit du Site. Dans le voisinage, des bâtiments ont été construits à l'est de la zone d'étude ;
- en 1973, aucune nouvelle construction au droit du Site. On note la présence de dépôt et containers ou véhicules entreposés sur l'ensemble du Site. D'après le cliché consulté, aucun recouvrement de surface ne semble être présent, en dehors potentiellement de la parcelle 0541. Au voisinage du Site, de nouvelles constructions sont visibles, attestant du développement principalement industriel de la zone ;
- en 1976, l'actuel bâtiment au droit de la parcelle 0323 a été construit. Les plans du projet de construction n'étaient pas disponibles aux archives. A l'exception de la partie sud-est de la zone d'étude (parcelle 0542), le reste de la zone d'étude a été nettoyée (absence de stockage et dépôts divers présent sur le cliché de 1973) ;
- en 1979, l'actuel bâtiment au droit de la parcelle 1124 a été construit et un parking recouvert d'enrobé est présent autour du bâtiment ainsi que sur la parcelle 1123. Les plans projets sont disponibles en **Annexe C**. Le reste de la zone d'étude est inchangé.
- en 1985, la présence de dépôt divers est toujours observée sur la parcelle 0542 au sud-est de la zone d'étude. Seules les parcelles 0542, 1121, 1122 et 1123 ne sont pas construites.
- en 1990, les bâtiments sur la parcelle 1121 et 0542 sont présents.

⁸ Locaux non visités

⁹ En l'absence d'activité ICPE recensée sur le site, le risque d'entreposage de produits dangereux pour l'environnement est considéré comme modéré.

- en 2021, une extension du bâtiment présent sur la parcelle 0542 est réalisée au nord. Le Site est dans la configuration actuelle.

4.2.2 Incidents / accidents recensés

D'après les personnes consultées lors de la visite des sites, aucun incident environnemental majeur ni déversement significatif de produits chimiques n'a eu lieu sur la zone d'étude.

Selon les données disponibles, 30 accidents ont été identifiés sur la commune d'Argenteuil entre 1971 et 2022. Au regard des informations disponibles, aucun accident ne semble avoir eu lieu au droit de la zone d'étude.

4.2.3 Evolution chronologique des exploitants recensés

D'après les photos historiques ainsi que les informations disponibles, la zone d'étude est exploitée depuis les années 1940 au droit de la parcelle CI 0541 puis successivement à partir de 1976 au droit de la parcelle CI 0323, de 1980 pour les parcelles CI 1123 et CI 1124, puis début des années 1990 pour les parcelles CI 1121 et CI 0542. (en complément des stockages divers et des mouvements de terrain observés sur la photographie de 1973 en dehors de la parcelle CI 0541). Le tableau ci-dessous retrace l'historique des différents exploitants qui se sont succédé sur le Site.

Tableau 6 – Synthèse des exploitants identifiés sur le Site

Date	Parcelle	Raison sociale	Activités
1949*	CI 0541	Non disponible	Non disponible
1965 ¹⁰ - 2002		E.R.E.L (étude et réalisation électrique S.A.)	Construction de matériel électrique
2002		S.G.T.D (Gennevilliers Transport Distribution)	Société de location de matériel/véhicules de chantier
2014 ¹¹		Argenteuil Automobile Distribution	Garage automobile
1976 à 2006	CI 0323	Non disponible	Bureaux et entrepôts commerciaux
Depuis 2007		SCI l'OR	Restaurant et salle de réception
Entre 1980 et 2015	CI 1123 et CI 1124	Non disponible	Atelier de menuiserie
2015 à 2017		Megafrais	Stockage de produits alimentaires, d'hygiène et ménagers
Depuis 2017		AK Trading	
Depuis 1990*	CI 1121 et CI 1122	Dietex, Atout MPV et MK France ¹²	Epicerie fine, Agence de marketing et Entreposage et stockage de produits de beauté et accessoires ¹³
Depuis 1990*	CI 0542	Plusieurs entreprises ¹⁴	Activités tertiaires et entrepôt de BTP

* : date non connue précisément

¹⁰ Le plan original de déclaration ICPE des activités transmis le 29 novembre 1977 à l'administration est daté du 22 septembre 1965. La fiche BASIAS du site indique un début d'exploitation le 5/02/1978. La date exacte du début des activités n'est pas disponible dans les documents consultés.

¹¹ D'après les informations transmises lors de la visite : « plus de 10 ans »

¹² Sources google.maps

¹³ D'après le site Société.com l'établissement MK France d'Argenteuil serait fermé depuis le 26 septembre 2023.

¹⁴ Voir listes des entreprises actuelles au chapitre 4.1.1

4.3 Situation administrative du Site

Les exploitants actuels présents sur la zone d'étude ne sont pas classés au titre de la réglementation ICPE.

Historiquement, seules les activités de la société E.R.E.L, implantée sur la parcelle CI 0541, étaient classées tel que détaillé dans le tableau ci-après. Ces informations ont été établies sur la base de la déclaration du 29 novembre 1977, du dossier de déclaration des installations déposé le 20 février 1981 et de l'arrêté du 15 avril 1981 actualisant le classement des installations. Le détail de l'ensemble des rubriques est disponible en **Annexe C**. Il est à noter qu'aucun dossier de cessation d'activité n'était disponible dans les documents d'archives consultés.

Tableau 7 – Liste des installations historiques concernées par une rubrique ICPE

Rubrique	Classement	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
405.B1.b	Déclaration	Application de peinture par pulvérisation	–
119.2	Déclaration	Tôlerie	–
361	Non classé	Compression d'air (groupe compresseur)	Seuil de classement non atteint
253	Non classé	Dépôt de liquides inflammables de deuxième catégorie (7000 l de FOD)	
385 quater	Non classé	Source radioactive	

4.4 Zones à risque potentiel de pollution

Sur la base de l'ensemble des informations collectées et notamment des informations concernant les installations actuelles et historiques du Site, les zones à risque potentiel de pollution suivantes ont été recensées au droit du Site :

Tableau 8 – Recensement des zones à risque potentiel de pollution au droit du Site

Indice sur la Figure 3	Localisation	Description	Epoque	Principaux composés d'intérêt
A	Parcelles 1121, 1122, 1123, 1124 et 0323	Dépôts divers non identifiés	Cliché aérien de 1973	Métaux, HCT, HAP, CAV
B	Parcelle 0542	Dépôts divers non identifiés	Clichés aériens de 1973 et 1985	Métaux, HCT, HAP, CAV
C	Nord-ouest de la parcelle 0542	Ancienne cuve enterrée de FOD	1972	HCT, HAP
D	Nord de la parcelle 0541	Zone de lavage de véhicules	Depuis 2014 environ	HCT, HAP, CAV
E	Atelier du garage automobile (parcelle 0541)	Activités historiques et actuelles réalisées dans l'atelier, incluant une cuve enterrée d'huiles usagées	Depuis 1949	HCT, HAP, CAV, Métaux, COHV
F	Extérieur de la parcelle 0541	Stockages historiques et actuels divers (futs vides, véhicules, pièces automobiles)	Depuis 1949	Métaux, HCT, HAP, CAV
G	Parcelle CI 0541	Ancienne cuve aérienne de FOD	Avant 2014	HCT, HAP

HCT : hydrocarbures totaux

HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques

CAV : composés aromatique volatils (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes)

COHV : Composés Organo-Halogénés Volatils

La localisation approximative de ces zones est présentée sur la **Figure 3**. Il est à noter que les zones de stockage dans les différents bâtiments sont dans des zones avec dalle et couverture (carrelage et/ou revêtement béton) et qu'elles étaient globalement en bon état général lors de la visite de site.

En complément, il est à noter qu'aucune information n'est disponible sur les activités et les pratiques environnementales au droit des parcelles CI 1121 et CI 1122.

Enfin, au regard de l'absence de données disponibles sur les activités historiques au droit de la parcelle 0541 avant 1965, d'autres zones à risque ne peuvent être exclues.

5 Schéma conceptuel préliminaire

D'après la méthodologie de gestion des sites et sols pollués, le schéma conceptuel permet d'appréhender l'état des pollutions des milieux et des voies d'exposition au regard des activités potentielles sur le site et des usages constatés hors site. Le schéma conceptuel a pour objectif de préciser :

- les « sources de pollution » ou zones de contamination concentrée ;
- les enjeux à protéger ;
- les milieux de transfert et les voies de transfert.

Les éléments du schéma conceptuel préliminaire (au regard des zones sources potentielles identifiées au Chapitre précédent) sont présentés dans les paragraphes ci-après.

5.1 Identification des zones sources potentielles

Les principaux produits dangereux utilisés et/ou stockés sur la zone d'étude sont des produits de type hydrocarbures. Sur la parcelle 0541, des activités historiques d'application de peinture et de tôlerie sont documentées et l'utilisation historique de solvants pour des activités de maintenance ne peut être exclue. Enfin, la présence de composés métalliques ne peut être exclue compte tenu des divers stockages et mouvements de terrain observés sur les photographies aériennes historiques.

De manière générale, le principal risque potentiel pour l'environnement associé à ces produits serait celui d'un relargage vers les sols puis les eaux souterraines susceptibles d'en altérer la qualité chimique.

Il est à noter dans les bases de données CASIAS et BASOL, la présence à proximité du Site de nombreuses activités industrielles susceptibles d'avoir impacté la qualité des milieux, voire d'impacts reconnus (en particulier des métaux et des traces d'hydrocarbures dans les sols au droit du site localisé à 10 m au nord de la zone d'étude, et des BTEX, HAP et HCT et COHV au droit du site implanté à 10 m au sud de la zone d'étude).

5.2 Identification des enjeux à protéger

Conformément à la méthodologie française de gestion des sites et sols pollués, ce paragraphe présente les récepteurs potentiels susceptibles d'être affectés directement ou indirectement par l'état environnemental des milieux. Il s'agit des populations, des usages des milieux et de l'environnement, ainsi que des ressources naturelles.

5.2.1 Populations

Sur site

Selon les informations disponibles, à ce stade l'usage futur du Site envisagé est un usage comparable aux usages actuels, à savoir de type industriel ou tertiaire. Les enjeux à protéger sur le Site correspondraient alors aux futurs employés du Site, potentiellement exposés dans le cadre de leur activité professionnelle, population constituée exclusivement d'adultes.

Hors site

Les populations au voisinage sont constituées :

- d'usagers des entreprises voisines (population constituée d'adultes dans un contexte professionnel) ; et
- des riverains des habitations à proximité du Site (population constituée d'adultes et d'enfants dans un contexte résidentiel).

5.2.2 Ressources naturelles

Ressources et usages des eaux souterraines

Selon les données disponibles, les eaux souterraines sont présentes au droit du site à une profondeur estimée à une dizaine de mètres par rapport à la surface du sol.

Les eaux souterraines ne font l'objet d'aucune utilisation au droit du Site, et aucun usage sensible des eaux souterraines n'est recensé dans un rayon d'1 km autour du Site. Le captage AEP en activité le plus proche du Site est localisé à plus de 4 km, en amont hydraulique supposé du Site et captant l'aquifère profond. Les eaux souterraines constituent malgré tout un enjeu à protéger.

Ressources et usages des eaux de surface

Etant donné la distance du Site avec les eaux de surface identifiées (2,6 km), les eaux souterraines n'ont pas été considérées comme un enjeu à protéger pertinent dans le cadre de la présente étude.

Milieus naturels

Au regard de l'absence d'espaces naturels protégés dans un rayon de 2 km autour du Site, les milieux naturels ne constituent pas un enjeu pertinent à protéger dans le cadre de cette étude.

5.3 Identification des milieux et voies de transfert

Sur site

Compte tenu des données actuelles, les seules voies de transfert potentiellement pertinentes sur site seraient :

- la volatilisation puis la migration par diffusion de vapeurs vers la surface de composés volatils éventuellement présents dans le sous-sol, puis leur dilution dans l'air ambiant à l'extérieur ou à l'intérieur de bâtiments. La voie d'exposition associée serait l'inhalation potentielle de vapeurs à l'extérieur, ainsi qu'à l'intérieur de bâtiments pour les usagers du Site exposés dans un contexte professionnel ;
- la migration éventuelle des composés présents dans les sols vers les eaux souterraines ;
- la migration éventuelle des composés présents dans les sols et/ou les gaz du sol vers les canalisations d'eau potable enterrées (phénomène de perméation), à confirmer en fonction de la localisation de telles canalisations vis-à-vis des zones d'impact potentiel et de la nature des matériaux constituant ces éventuelles canalisations.

Il est à noter que les voies de transfert et d'exposition suivantes n'ont pas été considérées pertinentes :

- le contact direct, l'ingestion et l'inhalation de contaminants en provenance d'eau souterraine, étant donné que les eaux souterraines ne font l'objet d'aucune exploitation sensible au droit du Site ;
- le contact direct des futurs usagers du Site avec les sols de surface et l'envol de particules sous l'effet du vent, Il est, en effet, supposé les sols seront recouverts par des voiries et/ou des bâtiments et/ou une couverture suffisante de terre végétale dans le cadre du projet de réaménagement du Site pour un usage professionnel. Cette voie de transfert sera par conséquent inactive ; et
- la migration des substances potentiellement présentes vers les racines des végétaux et arbres fruitiers cultivés au droit du site, en l'absence de telles pratiques dans le cas d'aménagements professionnels.

L'ensemble de ces hypothèses devra être ré-évalué suite aux éventuelles investigations à réaliser sur le Site.

Hors site

Le seul milieu de transfert pertinent au voisinage du Site est constitué par les eaux souterraines. En l'absence d'informations sur la qualité de celles-ci au droit du Site, la voie de transfert potentiellement pertinente pour les usagers constatés en aval hydraulique du Site exposés dans un contexte

professionnel serait la migration vers l'aval hydraulique, la volatilisation puis la migration par diffusion de vapeurs vers la surface de composés volatils éventuellement présents dans les eaux souterraines, puis leur dilution dans l'air ambiant à l'extérieur ou à l'intérieur de bâtiments. La voie d'exposition associée serait l'inhalation potentielle de vapeurs à l'extérieur, ainsi qu'à l'intérieur de bâtiments.

Il est à noter que les voies de transfert et d'exposition suivantes n'ont pas été considérées pertinentes :

- le contact direct, l'ingestion et l'inhalation de contaminants en provenance d'eau souterraine, étant donné que les eaux souterraines ne font l'objet d'aucune exploitation sensible recensée au voisinage immédiat et en aval hydraulique proche ;
- la migration des substances potentiellement présentes dans les eaux souterraines vers les racines des éventuels arbres fruitiers plantés au voisinage du Site ou vers d'éventuels jardins potagers, du fait de la profondeur à priori attendue de la nappe (une dizaine de mètres).

5.4 Synthèse

Le schéma conceptuel préliminaire pour l'usage d'activité professionnelle (industrielle ou tertiaire) envisagé pour le Site est présenté ci-après.

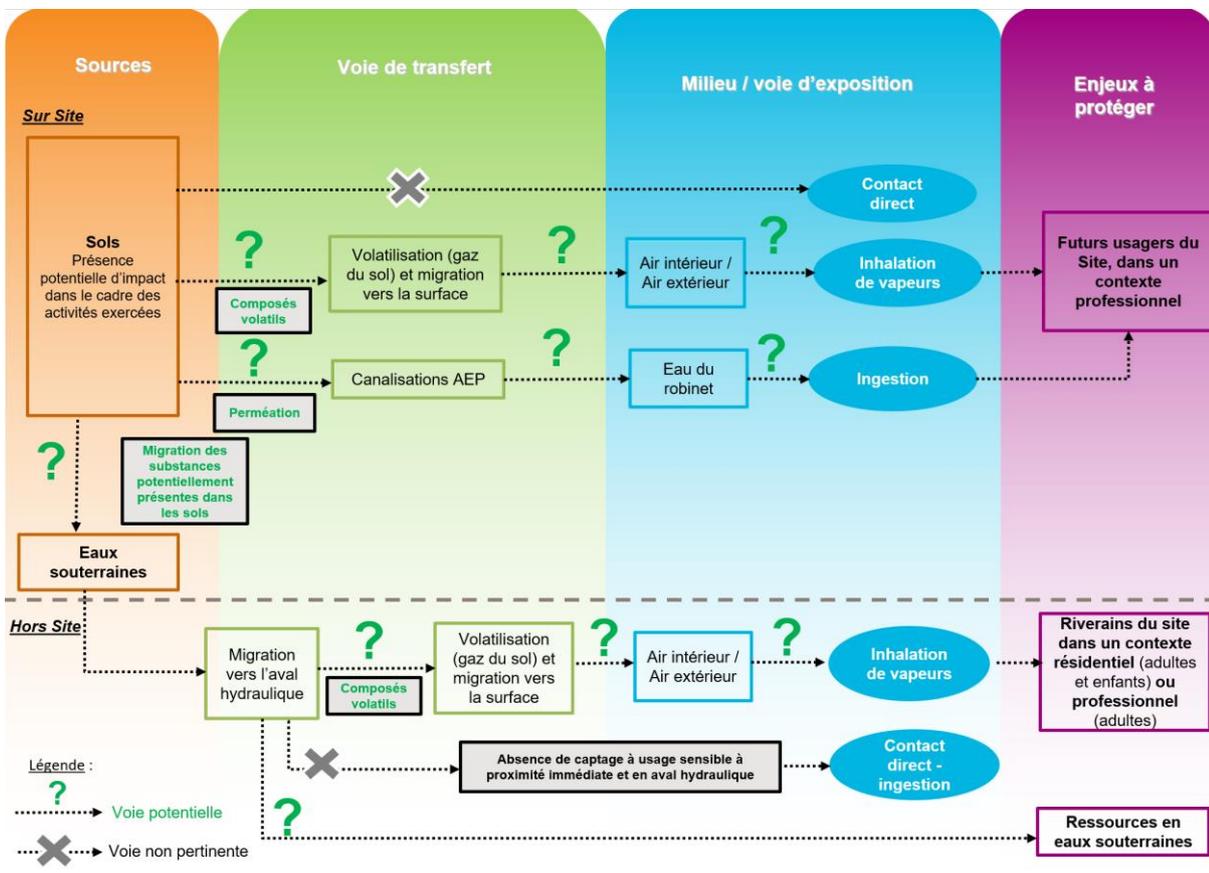


Figure H – Schéma conceptuel préliminaire du Site

6 Programme d'investigations proposé

Compte tenu des résultats de l'étude historique et documentaire et de la vente prochaine du Site, il est proposé d'une part de mener des investigations environnementales en vue de caractériser la qualité des sols au droit des zones à risque potentiel identifiées sur la zone d'étude, et d'autre part de réaliser un diagnostic géophysique dans la zone de l'ancienne cuve enterrée de fioul (zone C) afin d'évaluer si elle est toujours présente.

Il est à noter que la localisation des investigations prévisionnelles prend en compte l'accessibilité identifiée lors de la visite de site et les contraintes du Site. Ainsi, il n'est pas envisagé de réaliser un sondage de sol au droit des bâtiments qui ne sont pas accessibles.

Investigations des sols

Dans ce cadre, il est proposé de réaliser en première approche, 29 sondages de sol entre 3 m et 5 m de profondeur. La localisation prévisionnelle des investigations est présentée sur la **Figure 4**. Le détail des investigations est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 9 – Investigations proposées pour les sols au droit du Site

Indice sur la Figure 3	Localisation	Description	Composés analysés
A	Parcelles 1121, 1122, 1123, 1124 et 0323	10 sondages à 3 m	Pack ISDI ¹⁵ (remblais), et métaux sur matière brute
B	Parcelle 0542	3 sondages à 3 m	Pack ISDI (remblais), et métaux sur matière brute
C	Nord-ouest de la parcelle 0542	2 sondages à 5 m	HCT, HAP
D	Nord de la parcelle 0541	1 sondages à 3 m	HCT, HAP, CAV
E	Atelier parcelle 0541	1 sondages à 5 m 5 sondages à 3 m	HCT, HAP, CAV, COHV, métaux sur matière brute
F	Extérieur parcelle 0541	6 sondages à 3 m	Pack ISDI (remblais), et métaux sur matière brute
G	Nord de la parcelle 0541	1 sondage à 3 m	Métaux, HCT, HAP, CAV

Le programme analytique est basé sur les substances potentiellement liées aux activités actuelles et/ou passées exercées sur le Site. En l'absence de précisions sur les activités historiques de certaines parcelles, il est proposé de réaliser des recherches pour les composés habituellement analysés dans le cadre de projet d'aménagement en cas d'élimination des matériaux hors site, à savoir les paramètres d'acceptation en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) définis dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, à savoir :

¹⁵ Paramètres d'acceptation en Installation de Stockage de Déchets Inertes

- sur matériau brut :
 - le Carbone Organique Total (COT) ;
 - les hydrocarbures totaux (HCT) : fractions C10-C40 ;
 - les BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes) ;
 - les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP - 16 composés) ;
 - les Polychlorobiphényles (PCB) : 7 congénères ;
- sur éluât (essai de lixiviation selon la norme NF EN 12457-2) :
 - les métaux (Sb, As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Se et Zn) ;
 - la fraction soluble ;
 - les chlorures, sulfates, fluorures ; et
 - l'indice phénol.

Investigations des eaux souterraines

En complément des investigations de sol il est proposé d'installer 4 piézomètres à environ 15 mètres de profondeur pour caractériser la qualité des eaux souterraines au droit du Site sur les principaux composés organiques et métaux traceurs des activités historiques et actuelles.

7 Synthèse et conclusion

Ce rapport présente l'étude historique et documentaire réalisée par AECOM France (AECOM) au droit de 7 parcelles cadastrales (CI 0323, CI 1121, CI 1122, CI 1123, CI 1124, CI 0541, CI 0542) localisées dans la ZAC du Val d'argent, sur la commune d'Argenteuil dans le département du Val d'Oise (95). Cette étude est réalisée dans le cadre du projet d'acquisition par EQUINIX de ces parcelles pour l'extension de son DATA Center PA12X.

Dans le cadre de cette étude, ont été réalisées une visite de site (le 20 février 2024), une analyse des informations collectées auprès des archives municipales et départementales, ainsi que la consultation de bases de données publiques : Géorisques (incluant les anciennes bases BASIAS et BASOL), Infoterre, ADES et SIGES du BRGM, photographies aériennes historiques de l'IGN, INPN et informations sur l'alimentation en eau potable auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS). Il est à noter que le site correspondant aux parcelles CI 1121 et CI 1122 n'a pas pu être visité en l'absence d'accord de son propriétaire. Cette étude visait principalement à déterminer la nature des activités qui se sont succédé sur les différentes parcelles et les conditions de leur exercice ainsi que d'identifier d'éventuelles zones à risque potentiel de pollution du sous-sol.

Les principaux éléments mis en évidence à l'issue de cette étude sont les suivants :

- d'une superficie d'environ 17 620 m², le Site est localisé en contexte urbain, dans une zone d'activités à proximité d'habitations. Il est à noter la présence de nombreux sites industriels, dont certains avec des pollutions du sous-sol avérées à proximité du Site ;
- la revue des données historiques indique que les premiers bâtiments sont visibles dans la zone d'étude en 1949 au droit de la parcelle 0541, dans la fin des années 1970 sur les parcelles CI 0323, CI 1123 et CI 1124 puis au début des années 1990 sur les parcelles CI 1121, CI 1122 et CI 0542. Des activités industrielles, tertiaire et commerciales ont été recensées dans la zone d'étude, dont une installation historiquement classée à déclaration au titre de la réglementation ICPE (société E.R.E.L entre environ 1965 et 2002) ;
- au total, 7 zones à risque potentiel de pollution des sols ont été identifiées en lien avec les activités historiques et actuelles recensées au droit du Site.

Selon les données disponibles, les premières formations géologiques attendues au droit du Site (sous de probables matériaux de remblais) sont Calcaires de Saint-Ouen sur une dizaine de mètres d'épaisseur puis les Sables et grès de Beauchamp. Les eaux souterraines sont attendues environ 10 m de profondeur au droit du Site. La vulnérabilité de la nappe superficielle des eaux souterraines est considérée modérée (absence d'une couche imperméable sus-jacente), et sa sensibilité est considérée faible (absence d'ouvrage répertorié exploitant cette nappe pour un usage sensible en aval hydraulique). Au regard des informations provenant des bases de données concernant les sites pollués (BASOL) et les anciens sites industriels (BASIAS) au voisinage du Site, une incidence des activités des sites voisins sur la nappe souterraine au droit du Site ne peut être exclue.

En complément, il n'est pas identifié de site naturel protégé à proximité du Site.

Dans le cadre du schéma conceptuel du Site, les seuls récepteurs identifiés sur site correspondent aux futurs usagers du Site (employés adultes). Les voies de transfert potentielles identifiées correspondent ainsi à l'inhalation d'éventuels composés provenant du sous-sol et, en fonction de la localisation des canalisations en eau potable, à des phénomènes de perméation au droit de ces canalisations. Hors site, il est à noter la présence de récepteurs sensibles (population d'adultes et d'enfants résidants à proximité du site) et peu sensibles (usagers des sites industriels voisins).

Sur la base des éléments cités ci-dessus, il est proposé de mener des investigations de la qualité des sols et des eaux souterraines au droit du Site. Dans ce cadre, le programme d'investigations environnementales proposé par AECOM, afin de caractériser la qualité des milieux souterrains comprend la réalisation de 29 sondages de sol jusqu'à une profondeur de 3 m à 5 m et la réalisation de 4 piézomètres à environ 15 mètres de profondeur.

LIMITATIONS DU RAPPORT

AECOM France a préparé ce rapport pour l'usage exclusif de EQUINIX conformément à la proposition commerciale d'AECOM France n°PAR-A601-22-23268 référencée n° PAR-PRO-22-27511B selon les termes de laquelle nos services ont été réalisés. Le contenu de ce rapport peut ne pas être approprié pour d'autres usages, et son utilisation à d'autres fins que celles définies dans la proposition d'AECOM France, par EQUINIX ou par des tiers, est de l'entière responsabilité de l'utilisateur. Sauf indication contraire spécifiée dans ce rapport, les études réalisées supposent que les sites et installations continueront à exercer leurs activités actuelles sans changement significatif. Les conclusions et recommandations contenues dans ce rapport sont basées sur des informations fournies par le personnel du site et les informations accessibles au public, en supposant que toutes les informations pertinentes ont été fournies par les personnes et entités auxquelles elles ont été demandées. Les informations obtenues de tierces parties n'ont pas été vérifiées par AECOM, sauf mention contraire dans le rapport.

FIGURES

ANNEXES

Annexe A. Reportage photographique

Annexe B. Sélection de photographies aériennes de l'Institut Géographique National

Annexe C. Copie des principaux documents historiques consultés

